

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LA ROCHELLE ET SAINTES
7 Place du Maréchal FOCH
17000 La Rochelle

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de La Rochelle et Saintes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, nous portons à votre connaissance les notes de l'annexe «Principes Règles et Méthodes comptables » qui précisent les dispositions du plan comptable général et des règlements comptables ANC 2018-06 et ANC 2022-06 appliquées pour l'établissement des présents comptes annuels

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des

informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des engagements hors bilan et des fonds dédiés,
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et financières et des opérations juridiques y afférentes
- Le traitement comptable des legs et des engagements liés aux legs
- Ainsi que la valorisation des titres en portefeuille.

Une attention particulière a été portée aux procédures mises en œuvre pour identifier les avantages et ressources en provenance de l'étranger.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de La Rochelle et Saintes dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtées dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par votre Evêque et votre trésorier ainsi que dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels


Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque en collaboration avec votre trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies



significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Arras, le 8 avril 2026

L'un des associés

Pierre-Emmanuel FORT

SAS de Commissaire aux comptes

FORT ET ASSOCIES

Membre de la compagnie

Régionale de Douai



ÉGLISE CATHOLIQUE EN
CHARENTE-MARITIME
Diocèse de La Rochelle

ASSOCIATION DIOCESAINE
DE LA ROCHELLE ET SAINTES

=====

Comptes de l'exercice 2025

Siège social : 7, place du Maréchal Foch – 17000 La Rochelle

=====

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS (en Euros)**EXERCICE : Du 01/01/2025 Au 31/12/2025**

	2025	2024	VARIATION	%
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>				
Cotisations	3 454	3 609	-155	-4
<u>Ventes de biens et services</u>				
Ventes de biens	818 278	675 463	142 815	21
Ventes de service	798 571	713 143	85 429	12
<u>Produits de tiers financeurs</u>				
Concours publics et subventions d'exploitation	49 063		49 063	
<u>Ressources liées à la générosité des fidèles</u>				
Dons	3 778 543	3 568 117	210 427	6
Legs, donations et assurances-vie	661 784	489 931	171 852	35
Aides financières reçues	61 224	50 941	10 283	20
Reprises sur provisions	892 657	36 269	856 388	2361
Produits des cessions d'immobilisations	257 141	3 377 955	-3 120 814	-92
Utilisations des fonds dédiés	18	18		0
Autres produits	1 089 712	1 108 882	-19 170	-2
Total I	8 410 445	10 024 328	-1 613 882	-16
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>				
Achats de marchandises	37 719	18 728	18 991	101
Autres achats et charges	3 451 107	3 188 300	262 807	8
Aides financières versées	220 591	140 085	80 505	57
Impôts et taxes	182 073	194 209	-12 136	-6
Salaires et traitements	1 502 063	1 476 133	25 930	2
Charges sociales	681 071	669 403	11 669	2
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 218 983	1 100 974	118 009	11
Dotations aux provisions	115 629	324 416	-208 787	-64
Valeurs comptables des immobilisations cédées	4 172	826 219	-822 047	-99
Autres charges	39 796	63 514	-23 718	-37
Total II	7 453 204	8 001 980	-548 777	-7
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	957 242	2 022 347	-1 065 106	-53

<u>PRODUITS FINANCIERS</u>				
Intérêts et produits assimilés	23 103	81 024	-57 921	-71
Reprises sur provisions et dépréciations	2 539	28 349	-25 810	-91
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	16 085	45 646	-29 561	-65
Total III	41 727	155 019	-113 292	-73
<u>CHARGES FINANCIERES</u>				
Dotations aux amortissements et dépréciations	13 428	2 539	10 889	429
Intérêts et charges assimilées	1 956	2 081	-125	-6
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		22 008	-22 008	-100
Total IV	15 383	26 628	-11 244	-42
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	26 343	128 391	-102 048	-79
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	983 585	2 150 738	-1 167 154	-54
<u>PRODUITS EXCEPTIONNELS</u>				
Sur opérations de gestion	5 520		5 520	
Sur opérations en capital		1 398 688	-1 398 688	-100
Total V	5 520	1 398 688	-1 393 168	-100
<u>CHARGES EXCEPTIONNELLES</u>				
Sur opérations de gestion	10 493		10 493	
Total VI	10 493		10 493	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-4 973	1 398 688	-1 403 661	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts des associations (VIII)	6 030	3 234	2 796	86
Total des produits (I + III + V)	8 457 692	11 578 035	-3 120 343	-27
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 485 110	8 031 842	-546 732	-7
EXCEDENT OU DEFICIT	972 582	3 546 193	-2 573 611	-73
<u>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
Prestations en nature	-160 930	-155 710	-5 220	3
Bénévolat	-104 204	-100 701	-3 503	3
Total Contributions volontaires en nature	-265 134	-256 411	-8 723	3
<u>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</u>				
Mises à disposition gratuite de biens	160 930	155 710	5 220	3
Personnel bénévole	104 204	100 701	3 503	3
Total Charges des contributions volontaires en nature	265 134	256 411	8 723	3

BILAN ACTIF (en Euros)
EXERCICE : Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

	BRUT	Prov./Amort	NET 2025	NET 2024
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
<u>Immobilisation Incorporelles</u>				
Concessions, brevets et droits similaires	1 700	1 700		
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	724 202		724 202	713 273
Bâtiments	21 603 997	10 883 199	10 720 798	10 907 585
Autres immobilisations corporelles	1 421 999	972 749	449 249	392 525
Immobilisations corporelles en cours	108 986		108 986	148 223
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	177 225		177 225	790 525
<u>Immobilisations Financières</u>				
Parts sociales et apports	2 412 927	104 075	2 308 852	2 308 852
Prêts	145 362		145 362	172 230
Autres	5 459		5 459	3 030
TOTAL (I)	26 601 856	11 961 724	14 640 133	15 436 243
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
<u>Créances</u>				
Acomptes fournisseurs	86 838		86 838	57 548
Créances organismes extérieurs	21 037		21 037	34 896
Créances reçues par legs ou donations	1 159 932		1 159 932	58 250
Autres créances	990 997	753 783	237 214	317 652
Valeurs mobilières de placement	7 403 555	527 352	6 876 203	6 525 990
Disponibilités	751 843		751 843	840 488
TOTAL (II)	10 414 201	1 281 136	9 133 066	7 834 823
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	37 016 058	13 242 859	23 773 198	23 271 066

BILAN PASSIF (en Euros)
EXERCICE : Du 01/01/2025 Au 31/12/2025

	2025	2024
<u>FONDS PROPRES</u>		
<u>Fonds propres sans droit de reprise</u>		
Fonds propres sans droit de reprise	1 703 929	1 703 929
<u>Fonds propres avec droit de reprise</u>		
<u>Réserves</u>		
Réserves	547 626	547 626
Report à nouveau	16 692 175	13 145 983
Excédent ou déficit de l'exercice	972 582	3 546 193
TOTAL (I)	19 916 312	18 943 730
<u>FONDS REPORTES ET DEDIES</u>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	1 337 157	848 775
Fonds dédiés	49 721	49 739
TOTAL (II)	1 386 878	898 514
<u>PROVISIONS</u>		
Provisions pour risques	1 706 340	2 499 318
TOTAL (III)	1 706 340	2 499 318
<u>DETTES</u>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	154 316	164 554
Emprunts et dettes financières diverses	145 338	264 313
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	60 867	49 934
Dettes fiscales et sociales	254 493	253 395
Autres dettes	125 675	174 111
Produits constatés d'avance	22 980	23 196
TOTAL (IV)	763 668	929 503
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	23 773 198	23 271 066

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2025 :

1. Faits caractéristiques de l'exercice	p. 7
2. Principes, règles et méthodes comptables	p. 7
3. Informations relatives au bilan :	
3.1 <u>Actif :</u>	
3.1.1 Variations des immobilisations brutes	p. 12
3.1.2 Variations des amortissements et provisions	p. 13
3.1.3 Créances	p. 14
3.1.4 Placements	p. 14
3.1.5 Filiales et participations	p. 15
3.2 <u>Passif :</u>	
3.2.1 Variations des fonds propres	p. 15
3.2.2 Fonds dédiés et reportés	p. 15
3.2.3 Dettes	p. 16
4. Informations relatives au compte de résultat :	
4.1 Honoraires du commissaire aux comptes	p. 16
4.2 Engagements hors bilan	p. 16
4.3 Provision pour risques et charges	p. 17
4.4 Legs	p. 17
4.5 Effectifs au 31 décembre 2025	p. 17
4.6 Dons en provenance de l'étranger	p. 18

PRESENTATION DE LA MISSION

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique. Sa mission est assurée par les prêtres, les religieux et religieuses et les laïcs (salariés et bénévoles).

Les présents comptes ont été arrêtés par le Président et le trésorier, en collaboration avec l'Econome diocésain, le 30 mars 2026.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POST-CLOTURE :

1.1 Faits caractéristiques de l'exercice :

Monseigneur Pierre-Antoine Bozo a été nommé évêque coadjuteur du diocèse de La Rochelle, avec pleins pouvoirs, à compter du 19 octobre 2025.

1.2 Evènements post-clôture :

Il n'y a pas eu d'évènements post clôture.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES :

2.1 Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par préférence à la méthode des coûts historiques.

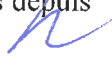
Les documents dénommés « Comptes de l'exercice 2025 » comprennent :

- le bilan
- le compte de résultat
- l'annexe

Tous les chiffres sont exprimés en Euros et sont arrondis à l'Euro.

L'exercice a une durée de 12 mois, allant du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au nouveau plan comptable général, règlement 2018-06 de l'autorité des normes comptables (ANC), modifié par le règlement ANC 2020-08 applicable aux opérations à partir du 1^{er} janvier 2020 et par le règlement ANC 2022-06 que nous appliquons depuis l'exercice clos le 31 décembre 2024.



Par ailleurs, pour certaines opérations spécifiques au culte catholique, les présents comptes annuels respectent les recommandations comptables de la CEF.

2.2.1 Périmètre :

Les comptes annuels ont été établis en intégrant toutes les entités de l'association diocésaine, soit :

- 41 paroisses ou secteurs pastoraux
- 13 services diocésains
- 3 doyennés
- 3 entités spécifiques : Curie, maison diocésaine de Saintes et centre Jean-Baptiste Souzy

Ainsi les comptes annuels sont le résultat de la compilation de 60 comptabilités.

Toutes les opérations internes (opérations réalisées entre établissements) ont été éliminées.

2.2.2 Immobilisations corporelles :

Depuis 2024, le patrimoine immobilier antérieur au 1^{er} janvier 2006 a été inscrit dans les comptes annuels, selon la méthode du coût historique.

Le patrimoine à la disposition des paroisses, de la curie et des services a été intégré dans les comptes de l'Association diocésaine au 1^{er} janvier 2024, selon les modalités suivantes :

- les bâtiments acquis avant 2006 sont comptabilisés à la valeur indiquée dans l'acte d'acquisition ou, à défaut, à la valeur de 3 €
- les bâtiments, les aménagements et les agencements acquis à compter de 2006 sont comptabilisés au coût réel.

Les immobilisations ont été décomposées ainsi :

- 10 % terrain (non amortissable)
- 70 % gros œuvre (amortissement sur 40 ans)
- 20 % toiture (amortissement sur 25 ans)

A la fin de leur période de dépréciation, la valeur résiduelle des immobilisations est nulle.

Le mode d'amortissement retenu est la méthode de l'amortissement linéaire.

La durée des amortissements est calculée en fonction de leur nature, de la manière suivante :

- Terrain : pas d'amortissement
- Gros œuvre : 30 à 40 ans
- Toiture : 15 à 25 ans
- Agencement : 10 à 15 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans
- Véhicules : 3 à 5 ans
- Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- Matériel divers ;
 - Matériel de sono : 5 à 10 ans
 - Orgues portatifs : 5 à 10 ans
 - Autres : 5 à 15 ans

En cas d'acquisition d'immeuble, la répartition de l'acquisition est la suivante :

- terrain : 10 % du coût d'acquisition
- gros œuvre et agencements : 70 % du coût d'acquisition
- toiture : 20 % du coût d'acquisition

2.2.3 Immobilisations financières

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont inscrits à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport, incluant les frais engagés pour leur acquisition.

Une provision est constituée lorsque la valeur des titres constatée au 31 décembre est inférieure à la valeur comptable.

2.2.4 Placements financiers

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition. Les frais et taxes liés à l'acquisition des titres constituent des charges de la période. Les plus ou moins-values de cession sont déterminées par ligne de titre, sur la base de la méthode FIFO.

Les moins-values latentes constatées sur les titres de même nature font l'objet d'une provision pour dépréciation.

En revanche, conformément au principe de prudence, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

2.2.5 Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur constatée au 31 décembre est inférieure à la valeur comptable.

2.2.6 Modalités de comptabilisation des legs affectés et fonds dédiés :

Dans un souci de respect des intentions des donateurs, les legs et appels à dons affectés et non utilisés dans l'exercice, sont comptabilisés au compte « Fonds dédiés », au passif du bilan.

Les montants concernés sont repris en compte de résultat, à hauteur des dépenses relatives à l'affectation concernée, effectivement supportées dans l'exercice.

2.2.7 Legs et successions :

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété. Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci. S'il s'agit d'un legs universel, sans héritiers réservataires, la date de comptabilisation sera en général la date d'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité. Pour les autres formes de legs (legs à titre universel ou legs particulier), la date retenue sera la date de demande de délivrance en justice ou la délivrance volontaire.

Les biens reçus ayant la nature de contrat d'assurance-vie sont comptabilisés à la date de réception des fonds.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés : dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres dans les comptes d'actif par nature pour les biens destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ; dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- Des dettes grevant les biens transférés au bénéficiaire de la donation,
- De toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation. Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes sur legs ou donations ».

L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « provision pour charges sur legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations est :

- En fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité,
- En produits dans le cas contraire.

Lors de la réception des fonds ou du transfert des titres, les legs ou donations portant sur des espèces, des actifs bancaires, des actifs financiers cotés ou des parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte d'actif selon la nature des biens. Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La partie des ressources constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations », avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ». Ne sont pas concernés, les ressources dont la contrepartie est un bien reçu par legs ou donation déjà comptabilisée en immobilisation par nature à la date d'acceptation.

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cessions, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits au compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » et « Autres produits sur legs ou donations ».

2.2.8 Les indemnités de départ à la retraite :

L'accord d'entreprise du personnel laïc du diocèse de La Rochelle et Saintes, prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière égale à 1/5^e de la rémunération mensuelle par année d'ancienneté jusqu'à 10 ans d'ancienneté, puis 2/15^e de la rémunération mensuelle par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

Le montant des droits acquis par les salariés est calculé en tenant compte :

- d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association diocésaine, fonction de l'âge de départ à la retraite (64 ans) et du taux de rotation
- de la table de mortalité
- d'un taux d'évolution des rémunérations
- d'un taux d'actualisation.



2.2.9 Engagement envers les prêtres retirés :

L'obligation de subvenir aux besoins des prêtres jusqu'à leur décès fait l'objet d'une provision spécifique. Cette provision est constituée à partir du cout moyen annuel d'un prêtre retiré (moyenne des trois dernières années).

Une dotation est faite pour les prêtres, à compter de leur ordination et jusqu'à leur retraite (75 ans).

La dotation est ensuite reprise, à partir de 75 ans.

Ces dotations et reprises sont faites en fonction de l'espérance de vie des prêtres et de leur table de mortalité.

2.2.10 Contribution volontaire en nature :

Bénévolat :

Les nombreuses missions bénévoles remplies dans l'Association sont le fruit de la mission de tout baptisé. L'essentiel de ces missions bénévoles est réparti entre les différents services et implantations de l'Association, sur tout le territoire du Département, de façon très diffuse, et ne peut donc pas faire l'objet d'une valorisation.

Cependant, quelques contributions volontaires en travail des bénévoles ont été évaluées pour des missions spécifiques (pèlerinage, communications, chancellerie, accueil, archives, bibliothèque, immobilier, donateurs et économat). Cette situation conduit à les valoriser selon une méthode d'équivalent temps plein valorisé au Smic chargé.

Ainsi, pour l'année 2025, cela concerne 4,6 ETP (Équivalent Temps Plein), soit 8 372 h annuelles représentant 102 824 €.

Mises à disposition gratuite de biens :

De par la loi du 2 janvier 1907, les églises propriétés des communes ou de l'Etat sont mises à disposition des curés ou de l'Evêque pour l'exercice du culte en tant qu'affectataire. Cette mise à disposition n'est pas valorisée dans les comptes.

Par ailleurs, l'Association bénéficie de mises à disposition gratuite de bâtiments à usage de logements ou salles de réunion. Ces mises à disposition ont été évaluées sur la base d'une liste de biens valorisés par leur surface et une valeur forfaitaire de location mensuelle. Ce qui représente, pour l'année 2025, 160 930 €.

L'Association fait bénéficier à des tiers de mises à disposition de biens lui appartenant. Elles ont été évaluées selon cette même méthode, mais n'apparaissent pas dans les comptes. A titre indicatif, elles représentent la valeur de 376 840 € pour l'année 2025.

3. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN :

3.1 ACTIF :

3.1.1 Variations des immobilisations :

TABLEAU DES VARIATIONS DES IMMOBILISATIONS <u>BRUTES</u> 2025				
IMMOBILISATIONS	Début Exercice	Augmentations	Diminutions	Fin Exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	1 700	0	0	1 700
TOTAL I : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 700	0	0	1 700
Immobilisations corporelles				
<i>Terrains :</i>				
Terrains nus	118	0	0	118
Terrains bâtis	713 155	10 930	1	724 084
<i>Sous total Terrains</i>	<i>713 273</i>	<i>10 930</i>	<i>1</i>	<i>724 202</i>
<i>Bâtiments :</i>				
Edifices culturels	918 999	103 592	0	1 022 591
Presbytères et maisons d'habitation	7 963 442	186 622	22 552	8 127 512
Salles et autres bâtiments	4 477 959	549 323	9 576	5 017 706
Maisons diocésaines	6 623 064	95 267	0	6 718 331
Evêché	396 896	0	0	396 896
<i>Travaux sur sol d'autrui :</i>				
Presbytères et maisons d'habitation	103 384	0	0	103 384
Locaux divers	217 577	0	0	217 577
<i>Sous total Bâtiments</i>	<i>20 701 321</i>	<i>934 804</i>	<i>32 128</i>	<i>21 603 997</i>
<i>Autres immobilisations corporelles :</i>				
Véhicules	56 414	15 866	5 232	67 048
Matériel de bureau	127 356	0	11 904	115 453
Matériels divers	742 327	124 199	4 399	862 128
Mobilier	359 149	18 222	0	377 371
<i>Sous total Autres immo.corporelles</i>	<i>1 285 246</i>	<i>158 287</i>	<i>21 535</i>	<i>1 421 999</i>
<i>Travaux en cours :</i>				
Travaux en cours	148 223	108 986	148 223	108 986
TOTAL II : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 848 062	1 213 007	201 886	23 859 183
Biens reçus par legs ou donations et destinés à être cédés	790 525	0	613 300	177 225
TOTAL III : BIENS RECUS PAR LEGS A CEDER	790 525	0	613 300	177 225
Immobilisations financières :				
Parts de SCI et autres parts sociales	2 247 471	0	0	2 247 471
Parts Sociales organismes financiers	61 381	0	0	61 381
Apport avec droit de reprise à DDEC	104 075	0	0	104 075
<i>Sous total</i>	<i>2 412 927</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>2 412 927</i>
Prêts au clergé	127 923	41 650	68 518	101 055
Autres prêts (dont 1% logement)	44 307	0	0	44 307
<i>Sous total</i>	<i>172 230</i>	<i>41 650</i>	<i>68 518</i>	<i>145 362</i>
Cautions locatives	3 030	2 429	0	5 459
TOTAL IIV : IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 588 187	44 079	68 518	2 563 748
TOTAL GENERAL	26 228 474	1 257 086	883 704	26 601 856

3.1.2 Variations des amortissements :

TABLEAU DES VARIATIONS DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 2025				
IMMOBILISATIONS	Début Exercice	Dotations	Reprises	Fin Exercice
Immobilisations incorporelles :				
Logiciels	1 700	0	0	1 700
TOTAL I : AMORT. IMMO. INCORPORELLES :	1 700	0	0	1 700
Immobilisations corporelles :				
<i>Bâtiments :</i>				
Edifices cultuels	612 631	52 056	0	664 688
Presbytères et maisons d'habitation	3 876 587	299 121	22 552	4 153 157
Salles et autres bâtiments	1 910 224	368 002	5 404	2 272 821
Maisons diocésaines	3 013 052	370 785	0	3 383 838
Evêché	69 306	26 180	0	95 486
<i>Travaux sur sol d'autrui :</i>				
Presbytères et maisons d'habitation	95 005	1 139	0	96 145
Locaux divers	216 929	136	0	217 065
<i>Sous total Travaux</i>	<i>9 793 734</i>	<i>1 117 420</i>	<i>27 957</i>	<i>10 883 199</i>
<i>Autres immobilisations corporelles :</i>				
Véhicules	48 935	5 320	5 232	49 024
Matériel de bureau	116 346	2 996	11 904	107 438
Matériels divers	437 877	73 236	4 399	506 714
Mobilier	289 562	20 010	0	309 573
<i>Sous total Autres immo. corporelles</i>	<i>892 720</i>	<i>101 563</i>	<i>21 535</i>	<i>972 749</i>
TOTAL II : AMORT. IMMO. CORPORELLES :	10 686 454	1 218 983	49 491	11 855 949
Immobilisations financières :				
Parts de SCI et autres parts sociales	22 008	0	22 008	0
Apport avec droit de reprise à DDEC	104 075	0		104 075
TOTAL III : AMORT. IMMO. FINANCIERES :	126 083	0	22 008	104 075
TOTAL GENERAL :	10 814 237	1 218 983	71 499	11 961 721

12

3.1.3 Créances :

TABLEAU DES CREANCES 2025			
CREANCES	Montant brut	A moins d'un an	A plus de 1 an
Apport avec droit de reprise à DDEC *	104 075	0	104 075
Prêts	145 362	40 432	104 930
Cautions locatives	5 459	2 480	2 979
Acomptes fournisseurs	86 838	86 838	0
Créances sur organismes extérieurs	21 037	21 037	
Créances reçues par legs ou donations	1 159 932	1 159 932	
Créances diverses	126 251	126 251	
Créances associations liées *	753 783		753 783
Produits à recevoir	78 661	78 661	
Charges constatées d'avance	32 301	32 301	
	2 513 700	1 547 933	965 767

* créances dépréciées à 100 %

3.1.4 Placements

TABLEAU DES VMP AU 31/12/2025				
	Valeur d'achat	Dernier cours	Plus-value latente au 31/12/25	Moins-value latente au 31/12/25
Actions	2 394 098	2 866 845	472 747	
Contrats de capitalisation	2 138 445	2 489 182	350 737	0
Obligations	2 589 481	2 297 399	207 918	-500 000
SCPI	281 531	448 019	193 841	-27 353
	7 403 555	8 101 445	1 225 242	-527 353

3.1.5 Filiales et participations :

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS 2025					
	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Capital social	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes reçus
SCI La Rochelle et Saintes	2 252 318 €	99%	2 220 000 €	19 975 €	- €
SARL SILOE SYPE	268 273 €	8%	20 336 €	2 966 €	- €

3.2 PASSIF :

3.2.1 Variation des fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES			
Fonds propres au 31 décembre 2025		Fonds propres au 31 décembre 2024	
Fonds associatif	1 703 929	Fonds associatif	1 703 929
Réserves	547 626	Réserves	547 626
Report à nouveau	16 692 175	Report à nouveau	13 145 983
Résultat net de l'exercice	972 582	Résultat net de l'exercice	3 546 193
TOTAL	19 916 312	TOTAL	18 943 730
Variation globale fonds propres 2025/2024 : 972 582			

3.2.2 Fonds dédiés et reportés

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS EN 2025					
	Affectation	Fonds à engager au 01/01/2025	Engagement à réaliser sur fonds reçus en 2025	Utilisation en cours de l'exercice 2025	Fonds restants à engager au 31/12/2025
Dons manuels St Eutrope en pays jonzacais	Sonorisation	3 505	0		3 505
Legs MAR * (2009)	Paroisse de Tonnay Boutonne Entretien tombes et messes à dire	12 975		18	12 957
Legs CLE * (2009)	Installation vitraux à ND Royan	14 485			14 485
Legs LAR * (2014)	Bibliothèque centre Souzy	18 774			18 774
Total fonds dédiés		49 739	0	18	49 721

Les fonds dédiés ont plus de 2 ans d'ancienneté et seront mis en œuvre en fonction de l'avancement.

Les fonds reportés représentaient 848 775 € au 1^{er} janvier 2025. Au cours de l'exercice il a été constaté l'encaissement de 646 550 €, et l'acceptation de fonds pour 1 134 932 €, soit à la clôture de l'exercice le 31 décembre 2025, un montant de fonds reportés à hauteur de 1 337 157 €.

3.2.3 Dettes

TABLEAU DES DETTES 2025				
DETTES	Montant brut	A moins d'un an	+ de 1 An - de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	154 316	10 489	42 720	101 107
Dettes financières diverses	4 698	4 698	0	0
Fournisseurs	69 655	69 655	0	0
Personnel et comptes rattachés	57 414	57 414	0	0
Organismes sociaux	184 471	184 471	0	0
Organismes fiscaux	12 608	12 608	0	0
Offrandes de Messes	51 801	51 801	0	0
Quêtes impérées	84 120	84 120	0	0
Créditeurs divers	121 606	121 606	0	0
Produits constatés d'avance	22 980	22 980	0	0
	763 668	619 842	42 720	101 107

4. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT :

4.1 Honoraires du commissaire aux comptes :

Le montant des honoraires du Commissaire aux comptes (cabinet AEC Fort) pour l'exercice 2025 s'élève à 16 800 €.

4.2 Engagements hors bilan :

L'Association diocésaine a conclu un bail emphytéotique avec :

- La SCI La Rochelle et Saintes pour un appartement au 5 boulevard de la République à Royan avec une redevance annuelle de 500 €, d'une durée de 20 ans, à compter du 1^{er} septembre 2025
- La congrégation du Chemin Neuf pour l'abbaye de Sablonceaux avec une redevance annuelle de 100 €, d'une durée de 99 ans, à compter du 1^{er} juillet 2022
- L'Association Village de la Vie pour l'ensemble immobilier situé au 5 rue de Voiville à Saintes avec une redevance annuelle de 100 €, d'une durée de 30 ans, à compter du 1^{er} janvier 2023
- L'Association Immobilière Saint Eutrope pour une partie du 1^{er} étage de l'ensemble immobilier situé au 6 allée du Séminaire à Saintes avec une redevance annuelle de 500 €, d'une durée de 20 ans, à compter du 1^{er} septembre 2020
- L'Association Immobilière Saint Eutrope pour l'ensemble immobilier, à l'exclusion du rez-de-chaussée et 1^{er} étage du bâtiment principal, situé au 7-9 place du Maréchal Foch à La Rochelle avec une redevance annuelle de 500 €, d'une durée de 20 ans, à compter du 1^{er} septembre 2020

Dans le cadre d'un bail emphytéotique conclu par l'Association diocésaine avec l'Association immobilière Saint Eutrope, qui a pour mission de porter des missions d'intérêt général, en lien avec les actions d'Evangélisation du diocèse, il a été accordé à cette association une garantie par caution sur un prêt conclu par cette dernière à hauteur de 1 700 000 € en 2020. En garantie de cette caution, l'Association diocésaine a consenti un nantissement de compte titre à hauteur de 1 014 000 €.

4.3 Provision pour risques et charges :

Suite à une information de l'UADF datée du 27 janvier 2026 indiquant qu'un appel complémentaire pour le fonds SELAM aura lieu, il a été acté une provision d'un montant de 97 500 € dans les comptes de l'exercice.

Suite à l'extinction des charges il a été constaté une reprise de provision de 568 872 €. Les charges engagées au titre de l'exercice se sont élevées à 306 632 € ; en conséquence l'impact sur le résultat est de 262 240 €.

4.4 Legs :

Reprise fonds dédiés legs	646 550 €
Legs	1 154 494 €
Cessions d'immos reçues par legs	621 529 €
Reports en fonds reportés	-1 139 932 €
Valeurs comptables immos reçues par legs	-590 000 €
Autres charges sur legs	-30 857 €
	661 784 €

4.5 Effectifs au 31 décembre 2025 :

14 salariés représentant 11,48 ETP

Pour information :

- en paroisses : 19 salariés représentant 6,5 ETP
- 89 prêtres

4.6 Dons en provenance de l'étranger :

Etat du contributeur	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage en nature ou ressource	Caractère direct ou indirect de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valeur de l'avantage en nature de la ressource
Ile Maurice	Particulier	Liquidité	Direct	Carte bleue	1 100 €
Allemagne	Particulier	Liquidité	Direct	Prélèvement	220 €
Belgique	Particulier	Liquidité	Direct	Chèque bancaire	10 000 €
Allemagne	Particulier	Liquidité	Direct	Chèque bancaire	200 €
Canada	Particulier	Liquidité	Direct	Carte bleue	50 €
Belgique	Particulier	Liquidité	Direct	Carte bleue	50 €
Allemagne	Particulier	Liquidité	Direct	Carte bleue	15 €
				TOTAL :	11 635 €
